

## Études internationales

**Deblock, Christian et Henri Regault (dir.), Nord-Sud. La reconnexion périphérique, coll. Économie politique internationale, Montréal, qc, ceim/Athéna éditions, 2006, 308 p.**

André Joyal

---

Le décloisonnement du droit international et des relations internationales. L'apport des approches critiques

Volume 39, numéro 1, mars 2008

URI : [id.erudit.org/iderudit/018729ar](http://id.erudit.org/iderudit/018729ar)

DOI : [10.7202/018729ar](https://doi.org/10.7202/018729ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

### Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)  
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

### Citer cet article

Joyal, A. (2008). Deblock, Christian et Henri Regault (dir.), Nord-Sud. La reconnexion périphérique, coll. Économie politique internationale, Montréal, qc, ceim/Athéna éditions, 2006, 308 p.. *Études internationales*, 39(1), 156–159.

doi:10.7202/018729ar  
Tous droits réservés © Études internationales, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

diée par E. Lambert-Abdelgawad, montre un curieux paradoxe puisque, d'une part, elle est la raison d'être de la Convention et que, d'autre part, elle est devenue un obstacle critique pour la Cour qui affecte la survie même du système européen. L'auteur y examine tour à tour la saisine par les individus (au cœur même du processus), l'élargissement problématique de cette saisine à d'autres acteurs, et enfin, ses tentatives de transformation, lesquelles, avertit l'auteur, sont dangereuses pour la finalité de la protection des droits de l'homme.

La dernière partie, dont on pourra déplorer la brièveté, concerne la saisine des juridictions pénales internationales. Il y aurait certes beaucoup à dire, compte tenu de leur développement dans le nouvel environnement international. Le texte de Yann Kerbrat a néanmoins le mérite de montrer la difficulté de situer cette saisine dans l'ensemble de la procédure répressive et d'expliquer en quoi les modalités d'ouverture d'une instance pénale diffèrent grandement de celles qu'on trouve dans les autres domaines du contentieux.

Emmanuelle Jouannet, dans une conclusion intitulée *La saisine en droit international ou la simplicité dans la diversité*, se demande si la saisine doit être perçue comme une technique juridique ou une stratégie, un fait ou un acte juridique, et, dans le cas où il s'agit d'un acte juridique (simple ou complexe), pose la question de savoir si la saisine est objet d'un contrôle de recevabilité ou de compétence. L'auteure estime néanmoins que la diversité des modèles exposés ne si-

gnifie pas pour autant une dilution de la notion classique de saisine.

On pourra regretter que cet ouvrage fort savant ne contienne pas de table de la jurisprudence citée. Consacré à un aspect précis de la procédure devant les tribunaux internationaux, il s'adresse exclusivement aux spécialistes du droit international.

Georges LABRECQUE

*Collège militaire royal du Canada  
Kingston, Canada*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

**Nord-Sud.**

**La reconnexion périphérique.**

*DEBLOCK, Christian et Henri REGAULT  
(dir.). Coll. Économie politique  
internationale, Montréal, QC, CEM/Athéna  
éditions, 2006, 308 p.*

Voici un ouvrage sérieux, parfois austère et très pointu, sur un sujet de grande actualité. L'origine de cet ouvrage collectif, on l'aura deviné, remonte à la tenue d'un colloque à Montréal en juin 2005 sous la responsabilité du Réseau intégration Nord-Sud (RINOS). Ont collaboré au succès de cette initiative : le Groupement de recherche économie Méditerranée monde arabe, le ministère (français) de l'Éducation nationale et de la Recherche, la région Aquitaine, l'Organisation internationale de la francophonie, le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture et enfin, bien sûr, l'observatoire des Amériques. Cela fait beaucoup d'organismes et beaucoup de monde pour assurer le succès d'une telle

opération et conférer ainsi à cet ouvrage la crédibilité qui lui revient. Les dix-sept auteurs se sont partagés la responsabilité des dix chapitres répartis en deux parties.

Le lecteur doit en être avisé, il se trouvera en présence d'un volume qui prend toutes les apparences d'un numéro spécial de revue académique avec, comme c'est toujours le cas, des contributions susceptibles de l'intéresser plus que d'autres, qui vont des rapports Nord-Sud et Sud-Sud dans le contexte de l'agenda de l'OMC à la vulnérabilité régionale face à l'ouverture commerciale internationale : le cas des fruits et légumes dans l'Euro-Méditerranée, en passant par le commerce intrafirme français et les partenaires méditerranéens. En abordant ces diverses problématiques, les auteurs ont dû recourir à une panoplie de sigles : DIPP, ATV, ACR, PED, AMT, ADD, PED-PMA, INI, CSN (non, il ne s'agit pas de la Confédération des syndicats nationaux), etc. Ces acronymes peu familiers s'ajoutent à ceux bien connus, tels ceux de l'OMC, de l'ALENA, du GATT, de la ZLÉA et autres MERCOSUR. L'abondance de sigles et abréviations utilisés aurait mérité une présentation, ainsi qu'on le fait généralement dans ce genre de publication. Comme il serait fastidieux, voire impossible, de s'attarder ici à chacun des chapitres, il a fallu procéder à une sélection.

L'ouvrage débute par une introduction de près de cinquante pages par les responsables de cette édition. En se permettant de présenter un texte plus long que tous les chapitres de l'ouvrage, C. Deblock et H. Regnault, respectivement professeurs l'un à l'UQAM et l'autre à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, n'ont

pas abusé d'un privilège car ils introduisent bel et bien les différentes contributions de l'ouvrage. Leur allusion à la Division internationale des processus productifs se fait à travers une prise en considération des publications les plus pertinentes au fil des années, dont le corpus théorique paraîtra familier aux étudiants ayant bien assimilé l'essentiel de leurs cours d'économie internationale. En se rapportant à certains théorèmes parmi les plus connus ou à des hypothèses qui ont marqué la théorie du développement économique de l'après-guerre (celle de 1939-1945), les auteurs pavent la voie à leurs collègues. Il en va de même lorsqu'ils sortent de leur cadre théorique pour aborder des réalités on ne peut plus concrètes telles que, par exemple, le cycle de Doha, auquel il est fait référence à plusieurs endroits. Le déroulement de ce cycle, aux yeux des auteurs, met en évidence les limites des raisonnements en termes d'opposition Nord-Sud. Avec une pointe d'humour, la seule rencontrée dans l'ensemble de l'ouvrage, la question est posée de savoir s'il est possible de mettre un peu d'ordre dans les spaghettis du grand spécialiste indien de l'économie internationale Jagdish Baghwatti (en attente du mal nommé prix Nobel de l'économie) afin de voir comment assaisonner la sauce multilatérale. Pour ce faire, les auteurs offrent au lecteur une intéressante typologie des ACR (accords commerciaux régionaux). Dans leur conclusion, ils font le constat que si, au cours des quelque cinquante dernières années, beaucoup de peuples ont gagné en souveraineté, il n'en manque pas qui ont néanmoins accusé de sensibles pertes au chapitre du libre arbitre économique.

La première partie intitulée *L'intégration Nord-Sud : cadres institutionnels et réseaux d'entreprises* contient, entre autres, une contribution sur l'articulation des dynamiques régionales avec, comme étude de cas, l'exemple du Mercosur qui occupe environ près de la moitié du chapitre 2. Le début porte sur les modalités de l'insertion internationale des économies, et attire l'attention sur deux formes de régionalisation différentes de celles impliquant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Pour Petit, c'est une forme de dépendance extérieure marquée du sceau de l'instabilité qui caractérise le MERCOSUR. Étant donné le poids relatif du Brésil dans cette union, pour mieux considérer la dynamique de l'ensemble de la zone, il faut inclure les pays qui y sont associés.

Alors que le sigle BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) tend à se répandre de plus en plus, c'est du G3 (Afrique du Sud, Brésil et Inde) créé en 2003 dont il est question dans le chapitre 3. Ainsi, S.F. Turcotte et G.J. Lord comparent l'insertion commerciale de ces trois pays depuis le début des années 1990 en examinant leurs exportations vers les principales régions du monde. Ainsi, on précise que le Brésil envoie 58 % de ses produits exportés vers l'Amérique du Nord (malgré les difficultés qu'impose le gouverneur Bush aux importations de jus de fruit, par exemple). On comprend les auteurs lorsqu'ils affirment la nécessité de relativiser les capacités qu'auraient les grandes économies du Sud à modifier le système commercial multilatéral en fonction de leurs intérêts économiques.

La seconde partie, *Intégration, inégalités et recompositions*, débute avec le chapitre 6, chapeauté d'une interrogation, à savoir si le commerce est en mesure de réduire les asymétries entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine. V. Ventura Dias tente d'y apporter une réponse en précisant d'entrée de jeu que le commerce a des effets limités sur les conditions de vie et la croissance et que, par le fait même, il ne faut pas s'attendre à une réduction sensible des asymétries en présence. L'expérience de l'Amérique latine, fait-il observer, montre que le commerce a été une condition nécessaire mais non suffisante pour soutenir la croissance. Le Mexique, par exemple, n'a pas réussi à faire bénéficier à l'ensemble de son économie des effets de la progression de ses activités commerciales. L'auteure dégage de ses travaux que les pays d'Amérique latine font la preuve que les flux du commerce et de l'investissement ne constituent pas nécessairement des forces intégratives. Le chapitre 8, sous la responsabilité de N. Philipps, traite des migrations et de la nouvelle économie politique des inégalités dans les Amériques. L'auteur ambitionne de montrer comment les États-Unis, par leurs politiques migratoires, contribuent à produire et reproduire cette nouvelle économie des inégalités tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières. C'est dans ce chapitre que l'on trouve des allusions à l'ALENA avec le constat que le Mexique n'en n'aurait pas tiré les avantages espérés.

S'il est impossible de résumer un ouvrage d'une telle densité, il est par contre aisé de concevoir l'intérêt qu'il peut représenter pour toute per-

sonne désireuse de connaître de façon approfondie la problématique très complexe qui caractérise les relations Nord-Sud.

André JOYAL

Université du Québec à Trois-Rivières  
Trois-Rivières, Québec

ANALYSE DE POLITIQUES  
ÉTRANGÈRES

**In the Shadow of the Generals.  
Foreign Policy Making  
in Argentina, Brazil and Chile.**

MULLINS, Martin. Aldershot, Ashgate,  
2006, 169 p.

Dans la littérature en relations internationales, la puissance étasunienne et son analyse ont souvent eu pour effet de laisser au second plan les textes à propos de la périphérie du système international. À cet égard, l'analyse des dynamiques internes et régionales des pays sud-américains est tout à fait exemplaire. Toutefois, cette situation semble évoluer avec l'émergence du Brésil, les succès du MERCOSUR et la nouvelle affirmation latino-américaine dans les Amériques. Ces éléments redonnent de l'intérêt pour l'étude des politiques étrangères des pays moins puissants, mais néanmoins importants, en Amérique du Sud. C'est dans ce contexte que Martin Mullins propose une analyse de trois politiques étrangères, celles de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Dans ce dessein, l'auteur dédie deux chapitres à l'introduction et au cadre théorique et trois aux études de cas spécifiques. Le dernier chapitre constitue la conclusion de l'ouvrage.

La majeure partie du livre est consacrée à exposer l'évolution histo-

rique de la politique étrangère des trois pays et l'impact des dictatures des années 1980 sur ces politiques. L'auteur met surtout l'accent sur le grand récit national (*historical narrative* en anglais) qui forge l'identité politique respective de ces pays. Il postule que ce grand récit national a fortement influencé la formulation de la politique étrangère au Brésil, en Argentine et au Chili. Les éléments centraux du livre résident dans le MERCOSUR, dénominateur commun aux trois pays du Cône sud, et dans la façon du Brésil de l'instrumentaliser dans la dynamique des relations internationales en périphérie du système international. La géopolitique des blocs commerciaux et régionaux, les transitions vers la démocratie, les relations des trois pays avec les États-Unis demeurent constamment sous-jacentes à l'analyse du grand récit national.

L'originalité de l'ouvrage tient à la volonté de l'auteur de proposer une approche théorique inclusive pour interpréter la formulation de la politique étrangère dans les trois études de cas susmentionnées. L'analyse de la politique étrangère doit tenir compte d'une multitude de variables explicatives et de facteurs influençant la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère d'un pays donné. Trop souvent, comme l'auteur en fait le reproche, l'analyse de la formulation de la politique étrangère des États les moins puissants est laissée dans l'ombre par la communauté des chercheurs. Afin de pallier les défauts qu'il identifie dans le réalisme et le néoréalisme, l'auteur propose d'accorder davantage d'importance au niveau local et à l'aspect hu-